

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2024/028**

**AUTORISANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION A DOUBLE SENS  
POUR LES CAMIONS DE CHANTIER**

**RUE MAURICE BERTEAUX  
ENTRE LA RUE DE LA REPUBLIQUE ET LA RUE HOCHE**

**LA NUIT  
DU JEUDI 18 JANVIER A 22H00  
AU VENDREDI 19 JANVIER 2024 A 04H00**

Le Maire d'Ermont,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment en ses articles L. 2131-1, L. 2131-2, 2°, L. 2212-1, L. 2212-2, 1°, L. 2213-1, L. 2213-2 et R. 2213-1,

**Vu** le Code de la route, et notamment ses articles R. 110-2, R. 411-1, R. 411-8 et R. 431-1 et suivants,

**Vu** le Code pénal, et notamment son article R. 610-5,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation,

**Vu** l'arrêté municipal n°2021/762 du 12 octobre 2021, portant délégation de signature au Directeur du Pôle Attractivité du Territoire et Ressources,

**Vu** la demande en date du 29 novembre 2023, de la **Société G3D-DUCAMP, 116 rue de Sully – 80 000 AMIENS,**

**Considérant** la nécessité de réaliser des travaux de démolition de la Maison des Associations ;

**Considérant** la nécessité de mettre à double sens la rue Maurice Berteaux, entre la rue de la République et la rue Hoche, pour faciliter la manœuvre des camions de chantiers ;

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité du public, des usagers de la route et du personnel effectuant les travaux à proximité du chantier ;

**Considérant** que ces mesures de sécurité nécessitent une modification temporaire de la réglementation relative à la circulation et au stationnement à proximité du chantier ;

**ARRETE**

**Article 1 :** La circulation rue Maurice Berteaux, entre la rue de la République et la rue Hoche est mise à double sens uniquement pour les camions de chantier des travaux de démolition de la Maison des Associations, la nuit du jeudi 18 janvier à 22h00 au vendredi 19 janvier 2024 à 04h00.

**Article 2 :** Les services de Police sont habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité du public et le bon déroulement du chantier.

Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3 :** Conformément à l'article 99.7 du Règlement sanitaire départemental du Val d'Oise, « *Les entrepreneurs des travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés qui l'avoisinent doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs ateliers ou chantiers et sur les points ayant été salis par suite de leurs travaux. Ils doivent assurer aux ruisseaux et aux caniveaux leur libre écoulement.*

*Ils doivent également assurer, autant que possible un passage protégé pour les piétons.*

*Les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces ».*

**Article 4 :** Le cas échéant, le pétitionnaire est tenu de remettre le domaine public en l'état après les travaux et d'informer l'agent des services techniques compétent en cas de difficulté. La remise en état doit intervenir dans un délai de quinze jours calendaires décomptés à partir de l'expiration de la date de fin des travaux prévu par le présent arrêté. La Commune constate et notifie au pétitionnaire les conclusions du service Voirie – Mobilité - Propreté quant à la qualité du remblayage effectué sur le domaine public.

**Article 5 :** Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa publication. Nonobstant la disposition précédente, le présent arrêté est affiché sur les lieux 48 heures avant le début de l'évènement. Par suite, le pétitionnaire fait appel à la Police Municipale d'Ermont qui constate la conformité de la mise en place des mesures de signalisation règlementaires.

**Article 6 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il est possible de saisir le Tribunal administratif par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le bénéficiaire peut également saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

**Article 7 :** Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Ermont, le 15/01/2024



Pour le Maire et par délégation  
Stéphane VIGNE

Directeur du Pôle Attractivité  
du Territoire et Ressources

Exécutoire en vertu de l'article R. 2131-1 du CGCT  
Publié le 16/01/2024